

Alarmes citoyens ! Financiers sauvés mais citoyens coulés.

La réforme territoriale devait, selon le gouvernement, simplifier et clarifier la répartition des compétences, maintenir et développer les services publics ; or, le texte présenté -sans concertation préalable- complexifie le millefeuille territorial et renvoie aux calendes grecques la clarification des compétences.

Confronté à un déficit budgétaire record, le gouvernement, après avoir assuré la bonne santé des banques, a pour priorité de remettre à plat le calcul des dotations versées aux collectivités.

L'Etat, dispendieux, prétend encadrer les dépenses des collectivités et a décidé de geler ses dotations aux collectivités en 2011, poursuivant leur étranglement financier.

Or, si aujourd'hui il y a un grave problème de déficit public, il relève de la gestion calamiteuse de l'Etat et non des collectivités territoriales qui sont, elles, en équilibre.

Le gel des dotations, les transferts de charges non compensés, vont contraindre les collectivités (régions-départements-communes) à une réduction sévère des investissements et des diverses interventions dans les services publics : éducation, personnes âgées, formation, transports collectifs, associations... sans oublier l'obligation de restreindre très fortement les subventions des Régions ou Départements aux communes.

La conséquence prévisible sera une augmentation de l'imposition. Ainsi, après l'alourdissement de la fiscalité sur les revenus et la démultiplication des taxes, voici venu le tour de la fiscalité locale. Les ménages restent, pour le gouvernement, la principale variable d'ajustement des recettes fiscales, disons le plus simplement : une vache à lait.

Un système qui, réforme après réforme, consolide les inégalités et fait le contraire de ce qu'il annonce, met la démocratie en danger et bafoue les valeurs républicaines. Après les médias, le parlement, la justice, l'enseignement, voici les collectivités territoriales, qu'il voudrait, à leur tour, affaiblir.

L'échelon communal, où siègent les élus les plus proches des réalités quotidiennes, doit être aussi un rempart et préserver ce qui constitue les valeurs essentielles de notre société : la **solidarité** entre les générations, **l'équité** de la justice et **l'égalité** des droits et des devoirs entre les citoyens.

Ces valeurs, pour lesquelles les **élus socialistes se battent**, doivent en premier lieu se concrétiser dans la commune. **Au Pradet**, nous serons attentifs à leur application, mais aussi vigilants à ce que la gestion municipale réponde aux **réels besoins prioritaires** de nos concitoyens.

Groupe Socialiste

Paule Confortini - paule50@wanadoo.fr / 06.83.39.12.63

Alain Bogliolo - alain.bogliolo@yahoo.fr / 04.94.21.18.36